

ENTRETIEN

Milad Doueihi

« Les élites d'aujourd'hui, ce sont ceux qui manipulent les codes informatiques »

La confiance est devenue un enjeu majeur de nos sociétés dopées au numérique et à la communication en ligne. Alors que nous confions à nos interlocuteurs privés ou publics nombre d'informations sensibles, qu'il s'agisse de l'état de nos finances, de nos opinions ou de nos relations personnelles, et que l'économie se développe « en ligne » du fait de l'essor de l'e-commerce, de la communication interentreprises et des relations entre pouvoirs publics et administrés, nous sommes de plus en plus soumis au bon vouloir des entreprises qui gèrent ces données, à commencer par celles qui les stockent et les font circuler, les fameux Gafa : Google, Apple, Facebook et Amazon. Ceux-ci utilisent les informations personnelles de leurs clients et en tirent bénéfice, souvent sans le leur dire. Pire, ils ont les moyens techniques et financiers d'investir à peu près partout et de tout contrôler.

Dans le même temps, Internet est devenu le champ de bataille des États et des opposants de tous types, qui l'utilisent comme un outil de guerre. Harcèlement, manipulation privée ou collective, *fake news*... Le Web, présenté par



Milad Doueihi est directeur scientifique de l'Institut Berger-Levrault. Il est l'auteur, entre autres, de *Pour un humanisme numérique* (Seuil, 2011), *Qu'est-ce que le numérique ?* (Hermann, 2016) et, avec Jacopo Domenicucci, de *La Confiance à l'ère numérique* (Berger-Levrault / Éditions Rue d'Ulm, 2018).

ses créateurs comme un réseau solidaire fondé sur l'échange d'informations, une utopie démocratique qui permettrait l'expression directe du citoyen sans contrôle de l'État, sans mainmise capitaliste, pourrait-il n'être qu'un instrument particulièrement performant de domination ?

De nombreux intellectuels tirent aujourd'hui la sonnette d'alarme. Les livres critiquant le numérique et ses avatars sont devenus un segment entier de l'édition, signe d'une véritable anxiété collective. Or la Toile repose en grande partie sur la confiance des internautes. Il

faut avoir confiance pour accepter de donner le numéro de sa carte bleue à un site de vente ou de communiquer avec le centre des impôts, voire de voter en ligne. Que se passerait-il si cette confiance disparaissait ? C'est tout le sujet de *La Confiance à l'ère numérique*, ouvrage collectif qui donne moins de solutions qu'il n'ouvre des pistes de réflexion. Un document pour prendre du recul, comme l'explique ici Milad Doueihi, spécialiste de l'évolution sociale du numérique, qui l'a dirigé avec Jacopo Domenicucci, professeur à la Sorbonne.

Le numérique a envahi nos vies. Il transforme même notre vie politique puisque, sans lui, il n'y aurait pas eu de mouvement des « gilets jaunes ». Pourtant, plus nous sommes dépendants de lui, plus il semble nous faire peur. Pourquoi ?

Nous faisons le plus souvent une analyse erronée, voire myope de ce phénomène. Prenez ainsi les *fake news* qui, selon certains, mettraient en cause la notion même de vérité. Cette dernière est par nature soumise aux conditions dans lesquelles elle est diffusée. C'est vrai qu'avec Internet les fausses informations se propagent



YOSHIMAZI TESUNO/GAMMA-RAPHO

La puissance des hackers est telle qu'ils sont recrutés lors de « compétitions », comme ici à Tokyo (Japon) en janvier 2017, pour devenir ingénieurs en cybersécurité !

en masse et qu'elles finissent parfois par chasser les vraies informations. Mais l'opinion publique a toujours été alimentée par de fausses informations présentées comme des vérités. Cela s'appelle la propagande. La différence, aujourd'hui, c'est que nous sommes confrontés à la fragilisation des intermédiaires classiques comme la presse, dont le rôle est théoriquement de vérifier l'information. De plus, les États ont compris que les règles avaient changé et qu'ils pouvaient exploiter le numérique pour essayer de façonner l'opinion. Mais pendant la guerre froide, des années 1950 aux années 1980, les États-Unis comme l'URSS n'ont-ils pas massivement utilisé le *soft power*, autre nom de la propagande, pour faire la même chose ? Les *fake news* sont un problème, mais elles sont aussi le révélateur de problématiques plus larges. Outre le fait que les bloquer remet en cause le principe de la liberté d'expression à laquelle nous sommes si attachés, elles sont aussi le symptôme de la fragilisation plus générale de nos démocraties, crise bien antérieure à l'avènement du numérique. Je dirais la même chose de la crise de la presse. La défiance vis-à-vis des médias a commencé avant le

numérique. Elle s'est accentuée parce que les lecteurs ont migré vers le Net et que les organes de presse ont du mal à trouver un nouvel équilibre économique.

Le numérique ne serait qu'un catalyseur, ou un « lanceur d'alerte » ?

Il n'est pas responsable des problèmes qui lui sont antérieurs, mais il peut les exacerber. C'est une évolution technologique qui entraîne une transformation fondamentale de nos sociétés. La mutation qu'elle provoque n'a pas d'équivalent dans notre histoire. Par ses conséquences, elle dépasse même la révolution technologique qu'a représentée l'imprimerie au XV^e siècle. Contrairement à ce que l'on a pensé, il ne s'agit pas d'une simple extension de l'écrit et du livre. Pour modifier un livre imprimé, il faut lui faire violence, détacher une page, par exemple. Avec le numérique, c'est la distribution du code sur le réseau qui entraîne la modification. C'est un système d'écriture, un algorithme, qui est une expression discursive, accessible à tous, lisible. D'où sa capacité à toucher énormément de gens très rapidement. Or, et c'est un problème central qui concerne la confiance collective et individuelle, la sécurité absolue n'existe

pas. Celui qui peut manipuler le code devient un maître de vérité et a accès à un pouvoir inédit.

Les hackers seraient-ils potentiellement les nouveaux maîtres du monde ?

Pas seulement eux, mais tous ceux qui peuvent manipuler le code. Les véritables élites, aujourd'hui, ce sont ceux qui ont les connaissances techniques pour manipuler le code et les protocoles qui vont avec. Les voilà, les nouveaux clercs. Chaque époque a les siens. Il ne sert à rien d'avoir peur : il faut prendre du recul et tenter de répondre à ce qui relève d'une mutation globale, laquelle nécessite une réflexion différente et de nouveaux codes d'interprétation.

Mais, techniquement, Internet porte-t-il un risque pour la démocratie ?

Techniquement, le Web favorise le consensus puisqu'il fonctionne selon le principe de la recommandation. Allez sur une librairie en ligne et achetez un livre sur le jardinage. Vous allez recevoir aussitôt des sollicitations pour acheter d'autres livres de jardinage. Vous auriez préféré que l'on vous propose plutôt des ouvrages de science-fiction, ce que vous aimez lire, car ce guide du jardinage n'est pour vous qu'un achat occasionnel ? Malheureusement, le système confond trace et intention. Il ne peut vous proposer des choses divergentes de ce qu'il pense que vous cherchez. Il pousse au « même ». Cela a une conséquence grave : l'acheteur est emprisonné par certains choix. Ainsi, si vous êtes allé une fois sur un site radicalisé, la recommandation demeure, même si le gestionnaire



Décryptages

Idées et essais



de la plate-forme insère une bannière indiquant que le site est dangereux. Autre conséquence : le suivisme. Prenez Twitter. Il repose lui aussi entièrement sur le principe de la recommandation : vous « suivez » des gens qui ont les mêmes opinions que vous...

Beaucoup disent que le pouvoir politique ne peut plus rien faire contre les grands acteurs du numérique, qui possèdent les moyens financiers et techniques pour récupérer les données et donc l'information, clé de la guerre...

Voyons les choses en face : tout est à faire, ou presque, au niveau politique. Il ne s'agit même pas de confiance, mais d'arbitraire. Prenez le cas des États-Unis : les plates-formes ne sont pas très bien sécurisées, or elles utilisent depuis des années les données personnelles des Américains sans vraie contrainte. Ni le Sénat ni la Chambre des représentants n'ont fait grand-chose. Les politiques ont beaucoup de mal à comprendre les enjeux du numérique au-delà de certains seuils. Il faut réfléchir plus profondément et à long terme.

Plutôt que de confiance, il s'agirait plutôt de défiance obligatoire, non ?

Non, la confiance est une valeur en soi. S'interroger sur cette notion et la manière dont elle peut être mise en œuvre, par exemple par l'économie en ligne, permet de saisir que le numérique et la technique en général ne sont pas séparables de l'humain. Cela doit permettre d'envisager de nouvelles pratiques pour éviter de piéger les individus. Or, pour cela, il faut avoir un minimum de compréhension de ce que l'on est en train de faire.

Vous ne croyez pas au risque d'asservissement de l'homme par la technique ?

Je pense que beaucoup de discours relèvent aujourd'hui de l'anthropomorphisme apocalyptique : la machine essaierait de nous imiter, de nous aider, de nous améliorer, puis de nous éliminer comme dans *Terminator*. Elle pourrait aussi nous rendre dépendants et nous abandonner comme dans le film *Her*, etc. On peut tout imaginer. Mais on peut aussi se donner les moyens de ne pas tomber dans ces pièges. Ce qui est très intéressant dans le code informatique, c'est qu'il peut permettre de responsabiliser l'individu et le citoyen. Mais, pour cela, il faut avoir les compétences. Donc, avant de crier au loup, prenons le temps de nous former à l'informatique. On a bien appris à lire, on peut apprendre à manier les codes ! C'est un apprentissage comme un autre, et c'est une part de notre quotidien, nous n'avons pas le choix. Quand on sait, on est plus sûr de soi, et on a plus confiance.

Selon vous, fixer des règles ou des protocoles ne sert à rien ?

À mon avis, il faut surtout agir sur la manière de penser, et faire évoluer l'éthique. Comme en écologie, la question du bien commun est prédominante. Mais cela implique une réflexion entre autonomie de l'individu et souveraineté de l'État.

● **Propos recueillis par Catherine Golliau**



La Confiance à l'ère numérique, dirigé par Milad Doueïhi et Jacopo Domenicucci, Berger-Levrault et Éditions Rue d'Ulm, 288 pages, 29 €.